

Éditorial : Incomplet, mais à temps

La réunion informelle du Comité des négociations commerciales (CNC) du 8 mars a permis aux membres d'évaluer collectivement combien il sera difficile de combler les fossés restants qu'ils doivent surmonter pour que le Cycle de Doha puisse progresser et parvenir à sa conclusion d'ici la fin de l'année. Cependant, cela ne les a pas dissuadés de conserver la même stratégie, en l'occurrence des réunions en petits groupes et bilatérales, mais dont le but principal est dorénavant de fournir à chaque président de groupe de négociation suffisamment de matière pour qu'ils commencent à réviser leurs projets de texte respectifs sur les modalités. Des fonctionnaires ont déclaré que tous les textes seront diffusés d'ici Pâques, « quoi qu'il arrive », qu'ils contiennent de nombreux passages entre crochets ou des options différentes présentées par les délégués. Comme le tic tac de l'horloge commence à devenir assourdissant, les membres cherchent à accroître le niveau d'activité au cours des prochaines semaines pour atteindre du moins – ou en quelque sorte – le premier pilier des cibles d'avril, juillet et décembre, comme on se plaît à les appeler.

Séance informelle du Comité des négociations commerciales

Le directeur général de l'OMC, M. Pascal Lamy, a convoqué les délégués à une réunion informelle du Comité des négociations commerciales (CNC), au cours de laquelle il a répété qu'il s'impose d'accélérer le processus pour réussir à conclure le Cycle avant la fin de 2011. Les membres doivent accroître le rythme lors des réunions en petits groupes et bilatérales en présentant des propositions de compromis – particulièrement dans le domaine de l'accès aux marchés – qui combleraient les écarts et finiraient par aider les présidents à réviser considérablement les textes sur les projets de modalités de 2008.

« Nous ne devrions pas nous leurrer »

Au cours des quelques dernières semaines, l'activité a été intense sur tous les tableaux avec des degrés de réussite différents, et bien que les membres prétendent avoir réalisé quelques progrès (p. ex., le texte sur les ADPIC, les bons pourparlers sur le règlement intérieur sur les services), « mais ne nous y trompons pas », a déclaré M. Lamy aux délégués, car ils n'ont pas encore entamé de véritables négociations de compromis.

Les progrès actuels « sont encore trop lents et insuffisants au regard des avancées concrètes sur le fond que les présidents des groupes de négociation devront intégrer dans les textes révisés qu'ils produiront vers Pâques. » Il faut tout simplement que les membres abandonnent leurs positions extrêmes actuelles pour se rejoindre sur un terrain intermédiaire sur lequel des propositions de compromis puissent être avancées, a déclaré M. Lamy.

Le processus actuel est axé sur la diffusion des textes avant Pâques (le 24 avril). M. Lamy a répété son souhait de voir les textes dans tous les neuf secteurs des négociations (Agriculture, AMNA, Services, Règles, facilitation des échanges, ADPIC, traitement spécial et différencié, règlement des différends, commerce et environnement) sortir avant Pâques. L'on croit que si les présidents n'obtiennent pas l'apport voulu des membres, ces textes comporteront de nombreux crochets ou des options fondées sur des documents déposés par les délégués.

Ces textes sont nécessaires pour plusieurs raisons, a indiqué M. Lamy « comme point de départ pour mener les négociations à bonne fin » et à des fins de transparence. Jusqu'à présent, le manque de progrès sur le fond n'a pas permis aux présidents de commencer à réviser les projets actuels.

Le processus multilatéral reste le principal point de mire des négociations. Cependant, on a demandé aux membres de reconnaître l'importance des réunions en petits groupes et bilatérales – comme le G-11 – qui peuvent donner un élan au processus, bien que certains pays se soient dits frustrés de ne pas être inclus dans ce groupe.

Les grands acteurs (le Brésil, l'UE et les É.-U.) ont pris acte des frustrations de ces membres, mais ont rappelé à tous les participants que le problème ne réside pas dans le format, mais sur le fond. M. Lamy a encouragé les délégués à poursuivre la même stratégie, c'est-à-dire des réunions bilatérales et des réunions en petits groupes dirigées par les présidents (salle E) pour poursuivre les travaux, mais à plus vive allure.

Réactions

La réunion du CNC s'est transformée en une bataille indirecte entre le Brésil et les États-Unis, qui tous deux ont effectué une analyse détaillée de la situation actuelle du Cycle de Doha, lorsqu'on a donné la parole aux membres pour qu'ils formulent des observations.

Pour les États-Unis, les membres sont manifestement arrivés à un point tournant des négociations : « nous sommes entrés dans la phase finale, qu'on le veuille ou non », a déclaré l'ambassadeur Punke, en exhortant les membres à agir avec un sentiment d'urgence, tout en faisant observer qu'il continue d'y avoir une lueur d'espoir. Pour l'AMNA, par exemple, on a enregistré quelques engagements constructifs à l'égard des négociations sectorielles et de l'approche du panier de produits. « Nous pensons que nous pouvons élaborer ensemble une démarche qui peut nous permettre d'atteindre un résultat ambitieux et qui tient compte également des sensibilités des membres tout en étant à l'avantage mutuel de tous les participants ». Dans le cas de l'agriculture, M. Punke était encouragé par l'engagement constructif des membres, qui cherchaient à clarifier diverses parties du projet de texte.

Cependant, malgré tous ces signes de bon augure, il reste amplement de quoi être préoccupé. « Le temps n'est pas notre allié », a prévenu l'USTR adjoint, et les trois « créneaux » désignés par les dirigeants se rétrécissent davantage avec chaque jour qui passe.

« C'est maintenant ou jamais le moment d'entamer des pourparlers sérieux au sujet des compromis possibles sur une base hypothétique », a déclaré M. Punke.

« Nous espérons intensifier notre travail et voir le même niveau d'engagement de la part de toutes les délégations qui ont quelque chose à contribuer », a dit M. Punke dans une déclaration qui semblait s'adresser aux pays en développement émergents et aux nouveaux pays en voie de développement, particulièrement le Brésil.

« Chacun d'entre nous recherche un équilibre afin que chacun d'entre nous puisse rentrer et dire que l'accord final, bien qu'il ne soit pas parfait, est raisonnable ».

Par contraste, l'ambassadeur du Brésil, M. Roberto Azevedo, a prononcé un vibrant plaidoyer pour défendre la position du Brésil à l'égard des négociations sectorielles. Prenant la parole au nom du G-20, M. Azevedo a rappelé aux délégués que « l'agriculture sera le déterminant principal du niveau d'ambition de tous les autres secteurs des négociations et le point de référence pour la phase finale pour ce qui est des zones d'atterrissage », en établissant nettement que les revendications supplémentaires dans l'AMNA sont solidaires de l'accroissement de l'accès aux marchés en agriculture.

Cependant, c'est lorsqu'il a parlé pour le Brésil que l'ambassadeur Azevedo a donné des détails indiquant combien le Brésil prend sa position au sérieux. Il a déclaré que son pays a dû modérer les attentes à l'égard de Doha au fil des ans et a consacré du temps à convaincre ses groupes d'intérêt intérieurs qu'il vaut la peine de conclure le Cycle, malgré « le résultat modeste en agriculture », qui n'a pas réussi à convaincre de nombreux Brésiliens.

M. Azevedo a dit que le Brésil rejette l'idée que Doha comporte toujours des secteurs d'« affaires en suspens », notamment l'AMNA et les services. « Nous ne pourrions jamais accepter une telle proposition (...). Tous les secteurs comportent des questions en attente, et rien n'a été fixé de façon permanente. L'alternative est celle-ci : ou bien nous avons un engagement unique ou n'en avons pas », a déclaré M. Azevedo, ajoutant que son pays a déjà vidé ses poches en juillet 2008 en acceptant de réduire son taux de tarif industriel appliqué de 33 %. En outre, les revendications supplémentaires formulées par les pays développés, qui couvrent plus de 3 200 lignes tarifaires, obligerait le Brésil à apporter une coupure semblable qui correspondrait à un coefficient de l'AMNA de 8 au lieu de 20, comme l'indiquait le projet de l'AMNA de 2008.

« Si ce point de vue l'emporte – et il s'agit d'un gros « si » – cela ne signifiera pas que nous avons atteint la « phase finale », mais que nous sommes arrivés à la fin de la partie. »

M. Azevedo a dit que le Brésil est déjà confronté à quelques difficultés économiques aggravées par l'appréciation de sa devise, qui a fait s'évaporer son surplus commercial avec les États-Unis, qui est passé d'un surplus de près de 10 milliards de dollars en 2006 à un déficit de 7,8 milliards de dollars aujourd'hui.

« Que cela nous plaise ou non, nous avons atteint une sorte d'équilibre en 2008. Nous comprenons que pour d'aucuns, cela ne peut pas suffire pour garantir qu'ils réussiront à faire accepter le PDD chez eux. Cela vaut également pour le Brésil », de conclure M. Azevedo.

Parmi les autres interventions dignes d'être relevées, le Bangladesh, prenant la parole au nom des PMA, s'est plaint des réunions en petits groupes, affirmant que le groupe aimerait être invité particulièrement lorsque l'on discute de questions qui le touchent. Il a mis en garde contre une percée de dernière minute qui serait imposée à tous et qui comprendrait des produits ou ses intérêts. Par exemple, les PMA ne veulent pas que les produits bénéficiant d'une préférence soient touchés par une quelconque entente sectorielle.

Réunion ouverte sur l'agriculture

Les dernières consultations sur l'agriculture en date ont démarré le 9 mars par une réunion ouverte qui a duré 21 minutes. Lors de celle-ci, la Norvège et l'Inde ont informé les membres des consultations qu'elles ont tenues sur les données de la valeur de la production pour calculer les engagements de soutien interne (Norvège) et sur la clarification d'un certain nombre de questions que pourraient renfermer le projet de modalités actuel (Inde). L'Inde projette de saisir l'ensemble des membres de cette question lorsque les pourparlers auront suffisamment progressé. L'Argentine et le Brésil ont déclaré qu'ils souhaitent voir que du travail est entrepris sur la conversion des tarifs en équivalents ad valorem (EAV) et que la priorité soit accordée aux données qui doivent être annexées aux modalités.

Dans l'AMNA, les coparrains de différentes initiatives sectorielles organiseront une séance d'information ouverte à tous les membres pendant la matinée du 15 mars. On prévoit qu'on y fera un exposé de 10 minutes suivi par des questions et réponses sur chacun des 14 secteurs faisant l'objet de négociations (automobiles et parties d'automobiles; bicyclettes et parties de bicyclettes; produits chimiques; produits électroniques/électriques; poissons et produits de poissons; produits forestiers; pierres gemmes et articles de bijouterie ou de joaillerie; outils à main; machines industrielles; accès ouvert à des soins de santé améliorés; matières premières; articles de sport; jouets; et textiles, vêtements et chaussures).

Prochains événements

- Réunion du groupe des négociations sur l'agriculture, 9-18 mars , 2011
- Semaine de l'AMNA, 14-18 mars 2011
- Consultations du G-11, 22 mars 2011
- Session ordinaire du Comité de l'agriculture, 31 mars 2011; juin, septembre et novembre 2011
- Textes sur le projet révisé de modalités, avril 2011
- Conseil général de l'OMC, 3-4 mai, 27-28 juillet, 6-12 octobre, 14-15, 1^{er} décembre-2, 2011
- Forum du 50^e anniversaire et réunion du Conseil de l'OCDE, 23-27 mai 2011, Paris
- 37^e Sommet du G-8, juin, Deauville
- Sommet du G-20 sur l'agriculture, 22-23 juin 2011, Paris
- Troisième examen global de l'Aide pour le commerce 18-19 juillet 2011
- Éventuelle mini-conférence ministérielle sur le PDD (modalités), juillet 2011 (à confirmer)
- Forum public de l'OMC, 19-21 septembre 2011
- Sommet du G-20, 3-4 novembre 2011 Cannes
- Conférence ministérielle de l'OMC (CM8), du 15 au 17 décembre 2011

Genève en bref est publié par les Producteurs laitiers du Canada, les Producteurs de poulet du Canada, les Producteurs d'œufs du Canada, les Éleveurs de dindon du Canada et les Producteurs d'œufs d'incubation du Canada. On y fait état des divers événements qui se déroulent à Genève, particulièrement dans le cadre des négociations de l'OMC sur l'agriculture.

Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez visiter :

[HYPERLINK http://www.producteurslaitiers.ca](http://www.producteurslaitiers.ca) www.producteurslaitiers.ca, [HYPERLINK http://www.poulet.ca](http://www.poulet.ca) www.poulet.ca, [HYPERLINK http://www.lesoeufs.ca](http://www.lesoeufs.ca) www.lesoeufs.ca, [HYPERLINK http://www.leseleveursdedindonducanada.ca](http://www.leseleveursdedindonducanada.ca) www.leseleveursdedindonducanada.ca, [HYPERLINK http://www.cbhema.com](http://www.cbhema.com) www.cbhema.com.

Dépôt légal : Bibliothèque nationale du Canada, ISSN 1496-9254